

Intervention 30 novembre

Jamais depuis de nombreuses années, nous n'avions assisté à un tel déchaînement de haine raciste !

Un climat nauséabond s'est installé dans notre pays. La garde des Sceaux, Ministre de la Justice, Christiane Taubira, a subi ces dernières semaines des attaques racistes venues de temps obscurs que l'on croyait révolus. Les déclarations racistes d'une candidate du Front national, les unes de « Minute », les invectives d'enfants, téléguidés par leurs parents, traitant la Ministre de la Justice de « guenon », sont des souillures pour la République.

Ne nous y trompons pas ! Si une enfant de 11 ans à Angers brandissant son goûter - enfin paraît-il – en criant « Elle est pour qui la banane » ce n'est en rien un hasard. Ce racisme indigne, inacceptable politiquement, moralement, humainement vient de loin et il nous concerne tous. Il resurgit sans jamais vraiment avoir été éradiqué des profondeurs des pratiques et des justifications colonialistes. C'est le « Ya bon banania », ce sont les zoos humains des expositions universelles qui colonisent encore les esprits !

Les insultes à l'égard de Christiane Taubira sont aussi des insultes à l'égard des millions d'êtres humains originaires d'Afrique, des Caraïbes, des Amériques, de l'Océan indien, citoyens français ou non. Leurs aïeux ont été jadis réduits en esclavage, considérés comme des sous-hommes au prétexte de leur couleur de peau.

Nous sommes réunis ici en ce 30 novembre pour dénoncer le racisme sous toutes ses formes, la xénophobie et toutes les discriminations (sexisme, homophobie...)

Ces attaques sont dans la veine du discours de Dakar sur l'homme africain « qui n'est pas entré dans l'Histoire », dans la logique du ministère de l'identité nationale et du débat sur l'identité nationale destructeur d'un possible « vivre ensemble ».

Ne nous y trompons pas, il n'y a pas de différence entre les paroles et les actes racistes car non seulement les paroles racistes d'aujourd'hui sont des insultes blessantes inacceptables mais elles préparent les actes racistes de demain.

Ne nous y trompons pas, cette haine est alimentée par les politiques qui s'efforcent d'affirmer leur autorité par une politique répressive à l'égard des Roms, des exclus, des immigrés. La désignation de fait de boucs émissaires sert de substitut à la solution des problèmes auxquels est confrontée la population.

A l'heure de la concurrence effrénée remettant en cause les acquis sociaux, à Saint-Nazaire comme dans toute l'Europe, les attaques contre ces droits sociaux ne sont pas du fait des salariés étrangers surexploités. L'arrêt de la régression des droits de tous passe par le respect, pour un même site d'un même statut et d'un même salaire pour un même travail.

Ne nous y trompons pas, la haine contre Christiane Taubira vient de loin.

C'est celle qui vise les Juifs, les Musulmans, les Roms, les Noirs. C'est celle du racisme qui choisit ses victimes parmi les populations les plus menacées pour en faire des boucs-émissaires.

C'est celle de la Shoa, des progroms, des ratonnades, des chasses aux « voleurs de poules », aux immigrés. Rappelons-nous c'était le juif au début de XX^{ème} siècle, le « rital » ou le « polack » dans les années 30, le « manouche » !

C'est le racisme des insultes et des inscriptions xénophobes sur les mosquées et les synagogues. C'est l'islamophobie que subissent nos frères et sœurs musulmans. Ce sont les destructions et les attaques contre les camps de Roms.

C'est la discrimination parfois insidieuse et souvent quotidienne que subissent les immigrés venus d'Afrique noire, du Maghreb, de l'Europe de l'Est et d'ailleurs

Ne nous y trompons pas, les préjugés deviennent encore plus violents lorsque l'immigré est différent par sa couleur de peau, sa culture, sa religion. C'est aujourd'hui le plus souvent le « musulman » ou le Rom, cet autre, l'étranger accusé de prendre notre travail ou de creuser le trou de la Sécu !

La libération de la parole raciste et les actes qui vont avec, sont aussi le produit de la situation économique et sociale qui touche une grande majorité de la population et d'abord les plus pauvres.

Aujourd'hui, lutter contre le racisme c'est certes être présents ensemble ici, en ce moment pour dire notre indignation face aux insultes racistes contre Christiane Taubira.

Mais c'est aussi et surtout au quotidien, obstinément, obscurément souvent, lutter pour l'égalité des droits.

Il ne suffit pas d'une excellente loi comme celle de juillet 1972 qui indique que le racisme n'est pas une opinion mais un délit et qui sanctionne les injures et diffamations racistes. Il ne suffit pas d'adopter le 16 mai 2013 une loi supprimant le mot « race » du code pénal. Il ne suffit pas de projeter de le supprimer de la Constitution même si c'est utile. Car, hélas, la disparition du mot « race » n'entraîne pas la disparition du racisme.

C'est pourquoi nous rappelons solennellement que la responsabilité des élus, quel que soit le niveau où elle s'exerce, consiste aussi à refuser les sollicitations haineuses et à leur opposer, en paroles et en actes, les valeurs historiques de liberté, d'égalité et de fraternité.

Les actes immédiatement nécessaires, nous les connaissons, nous les exigeons. Ce sont :

. la fin des contrôles au faciès par la police,

- . la régularisation de tous les sans-papiers comme l'avait fait le président Mitterrand à l'arrivée de la marche pour l'égalité et contre le racisme il y a 30 ans,
- . la fermeture de ces centres de la honte que sont les centres de rétention,
- . le droit de vote pour les étrangers résidant en France comme François Hollande l'avait promis avant son élection,
- . la fin de la destruction des camps de Roms sans qu'une solution pour de meilleures conditions de vie ne soit trouvée avec eux et la reconnaissance effective de leurs pleins droits d'hommes, de femmes, d'enfants et de citoyens européens.

Nous sommes révoltés par la mort de milliers de migrants en méditerranée comme à Lampedusa et Malte. Il faut une autre politique européenne de l'immigration qui passe par la fermeture immédiate de l'agence européenne Frontex

Nous ne nous contenterons plus de discours sans lendemain. Nos gouvernants doivent passer de la parole aux actes.

Nous n'admettons pas que des millions de personnes soient déniées dans leur humanité et leur citoyenneté, que ce soit en raison de leurs origines, de leur situation sociale, de leur culture, de leur religion... Nous ne supportons pas que des boucs-émissaires soient désignés comme les responsables de nos maux et comme des menaces sur notre avenir.

Nous le réaffirmons haut et fort aujourd'hui pour mieux nous en souvenir demain, il n'y a qu'une seule race, la race humaine.